

TRADEMARK ASSIGNMENT

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.1

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	SECURITY INTEREST

CONVEYING PARTY DATA

Name	Formerly	Execution Date	Entity Type
LAFUMA S.A.		10/12/2009	SOCIETE ANONYME: FRANCE

RECEIVING PARTY DATA

Name:	BANQUE RHONE ALPES
Street Address:	20 BOULEVARD EDOUARD REY
City:	GRENOBLE
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	38000
Entity Type:	SOCIETE ANONYME: FRANCE

Name:	BANQUE POPULAIRE DES ALPES
Street Address:	2 AVENUE DE GRESIVAUDAN
City:	CORENC
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	38700
Entity Type:	COOPERATIVE SOCIETY: FRANCE

Name:	HSBC FRANCE
Street Address:	103 AVENUE DES CHAMPS ELYSEES
City:	PARIS
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	75008
Entity Type:	SOCIETE ANONYME: FRANCE

Name:	SOCIETE GENERALE
Street Address:	29 BOULEVARD HAUSSMANN
City:	PARIS
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	75009

CH \$140.00 1436422

900146730

**TRADEMARK
 REEL: 004089 FRAME: 0501**

Entity Type: SOCIETE ANONYME: FRANCE

PROPERTY NUMBERS Total: 5

Property Type	Number	Word Mark
Registration Number:	1436422	LAFUMA
Registration Number:	1802783	LAFUMA
Registration Number:	1872492	LAFUMA
Registration Number:	1879794	LAFUMA
Registration Number:	3688392	LAFUMA

CORRESPONDENCE DATA

Fax Number: (860)286-0115
Correspondence will be sent via US Mail when the fax attempt is unsuccessful.
Phone: (860)286-2929
Email: TM-CT@cantorcolburn.com
Correspondent Name: George A. Pelletier, Jr.
Address Line 1: Cantor Colburn LLP
Address Line 2: 20 Church Street, 22nd Floor
Address Line 4: Hartford, CONNECTICUT 06103-3207

ATTORNEY DOCKET NUMBER: GER1471AUS

DOMESTIC REPRESENTATIVE

Name: George A. Pelletier, Jr.
Address Line 1: Cantor Colburn LLP
Address Line 2: 20 Church Street, 22nd Floor
Address Line 4: Hartford, CONNECTICUT 06103-3207

DOMESTIC REPRESENTATIVE

Name: George A. Pelletier, Jr.
Address Line 1: Cantor Colburn LLP
Address Line 2: 20 Church Street, 22nd Floor
Address Line 4: Hartford, CONNECTICUT 06103-3207

DOMESTIC REPRESENTATIVE

Name: George A. Pelletier, Jr.
Address Line 1: Cantor Colburn LLP
Address Line 2: 20 Church Street, 22nd Floor
Address Line 4: Hartford, CONNECTICUT 06103-3207

DOMESTIC REPRESENTATIVE

Name: George A. Pelletier, Jr.
Address Line 1: Cantor Colburn LLP
Address Line 2: 20 Church Street, 22nd Floor
Address Line 4: Hartford, CONNECTICUT 06103-3207

NAME OF SUBMITTER:

George A. Pelletier, Jr.

Signature:

/gapjr/

Date:

11/02/2009

Total Attachments: 23

source=Security Agreement LAFUMA#page1.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page2.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page3.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page4.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page5.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page6.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page7.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page8.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page9.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page10.tif
source=Security Agreement LAFUMA#page11.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page1.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page2.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page3.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page4.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page5.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page6.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page7.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page8.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page9.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page10.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page11.tif
source=English translation Security Agreement LAFUMA#page12.tif

Acte de Nantissement de Marques

Entre les parties soussignées :

LAFUMA, société anonyme à conseil d'administration au capital de [REDACTED] dont le siège social est rue Victor Lafuma B.P. 60 à Anneyron (26140) France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans, sous le numéro 380 192 807, représentée par (i) Monsieur Gilles VENET, agissant en qualité de Secrétaire Général et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Philippe JOFFARD en suite de la délibération du Conseil d'Administration en date du 2 juin 2009, (ci-après dénommée le « Constituant »),

d'une part,

SOCIETE GENERALE, société anonyme au capital de [REDACTED] dont le siège social est situé 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222 RCS Paris, représentée par Monsieur Sébastien GASC, agissant en qualité de Conseiller Clientèle Entreprises, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Serge TIRAN, Directeur Commercial Grandes Entreprises de la DEC de LYON ENTREPRISES, en date du 9 octobre 2009,

(Ci-après dénommé l' « Agent des Sûretés »),

Et

Les BANQUES désignées en Annexe 1 au présent acte,

(Les banques ci-après dénommées ensemble les « Banques »),

(L'Agent des Sûretés et les Banques ci-après dénommés ensemble les « Bénéficiaires »),

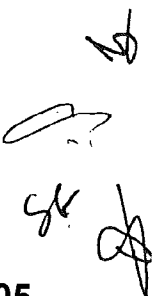
de seconde part,

(le Constituant et les Bénéficiaires ci-après dénommés ensemble les « Parties »).

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

- (A) Le Constituant a conclu les contrats de crédits moyen terme bilatéraux listés ci-après avec les Bénéficiaires (ci-après dénommés les « **Contrats de Crédits Moyen Terme** ») aux termes desquels ces derniers se sont engagés à mettre à disposition les crédits moyen terme listés ci-après (ci-après dénommés les « **Crédits Moyen Terme** ») :

- (C) En garantie du réaménagement des conditions de remboursement des Crédits Moyen Terme et conformément à un accord du 17 avril 2009, les Parties ont convenu d'organiser un nantissement de second rang sur les Marques Nanties (tel que ce terme est défini ci-après), selon les modalités fixées par le présent nantissement.



- (D) Conformément à cet accord du 17 avril 2009, les Marques Nanties ont également fait l'objet d'un nantissement de premier rang en date du 3 juillet 2009 consenti par acte séparé par le Constituant au profit de Calyon, de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, de BNP Paribas, de Société Générale, de la Banque de l'Economie du Commerce et de la Monétique et de Natexis Banques Populaires (ci-après dénommé le « **Nantissement de Premier Rang** ») en garantie des obligations au titre d'un contrat de crédit syndiqué en date du 19 juillet 2005 modifié par avenants en date des 26 juin 2006 et 26 septembre 2008 (ci-après dénommé le « **Contrat de Crédit Syndiqué** »).

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Affectation en nantissement et Obligations Garanties

- 1.1 Conformément à l'article L. 714-1 du Code de la propriété intellectuelle et à l'article 2355 du Code civil qui renvoie aux articles 2333 et suivants dudit Code civil, le Constituant affecte, par le présent acte (« **Acte de Nantissement** »), en nantissement de second rang au profit des Bénéficiaires, pari-passu, les biens et droits désignés à l'article 2.1 ci-après (ci-après désignés ensemble les « **Marques Nanties** »).
- 1.2 Ce nantissement s'applique à la garantie du paiement de toutes sommes que le Constituant pourrait devoir aux Bénéficiaires (ainsi qu'à tout établissement auquel il serait ultérieurement cédé ou transféré) au titre des Crédits Moyen Terme en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, et plus généralement à la bonne exécution de tous ses engagements et obligations présents et futurs au titre des Crédits Moyen Terme (ci-après les « **Obligations Garanties** »).
- 1.3 Le nantissement continuera de s'appliquer de plein droit, sauf décision contraire de l'unanimité des Bénéficiaires, en cas de renouvellement, prorogation, novation ou autre modification des Contrats de Crédits Moyen Terme ou des Obligations Garanties.
- 1.4 En conséquence, les Bénéficiaires exerceront, pour les causes ci-dessus, sur les Marques Nanties, tous les droits que leur confère leur qualité de créanciers nantis de second rang.
- 1.5 Tous les droits, privilèges et options consentis aux Bénéficiaires aux termes de l'Acte de Nantissement profiteront à leurs successeurs, cessionnaires et ayants droit, conformément aux termes dudit acte et tous les engagements, déclarations et garanties et obligations du Constituant au titre de l'Acte de Nantissement lieront ses successeurs, cessionnaires et ayants droit dans les mêmes termes que le Constituant, étant entendu et convenu toutefois que :
- (a) le Constituant ne pourra céder ses droits ou déléguer ses obligations aux termes de l'Acte de Nantissement sans le consentement préalable et écrit de l'Agent des Sûretés, agissant sur instruction de l'unanimité des Bénéficiaires ; et

- (b) l'Agent des Sûretés ou l'un quelconque des Bénéficiaires pourra céder ses droits et transférer ses obligations au titre de l'Acte de Nantissement à tout tiers, dans les conditions prévues dans les Contrats de Crédits Moyen Terme¹.

Article 2 – Marques objet du nantissement

- 2.1 Les Marques Nanties, ainsi que leurs renouvellements successifs, figurent à l'Annexe 2 de l'Acte de Nantissement.
- 2.2 De convention expresse entre les Parties, les marques nationales étrangères LAFUMA enregistrées en Corée et en Chine – y compris Hong Kong et Taïwan – ne sont pas comprises dans l'assiette du nantissement compte tenu de leur cession en cours.

Article 3 - Déclaration du Constituant

Le Constituant :

(a) déclare et garantit :

- a. qu'à sa connaissance les Marques Nanties sont valides et opposables aux tiers et ont fait l'objet de tous dépôts et inscriptions exigés par la réglementation applicable ;
- b. qu'il est seul titulaire de la pleine et entière propriété et jouissance des droits de propriété industrielle et intellectuelle nantis ;
- c. que les Marques Nanties ne sont grevées d'aucune inscription de nantissement (à l'exception du Nantissement de Premier Rang) ou de privilège de vendeur ou autre sûreté et ne font pas l'objet de réclamation, contestation, ou revendication à ce titre ou l'objet de saisie ;
- d. qu'il a la capacité pour nantir les Marques Nanties et pour conclure l'Acte de Nantissement ;
- e. qu'à sa connaissance les Marques Nanties ont été exploitées de manière sérieuse, loyale et continue en conformité avec le droit applicable ;
- f. qu'il a toujours entrepris toute action utile afin de mettre fin à tout usage non autorisé des Marques Nanties par un tiers quelconque, dans la mesure où il en avait connaissance, y compris toute utilisation de ces marques en tant que désignation usuelle dans le commerce des produits et services pour lesquelles elles sont enregistrées ;
- g. qu'à sa connaissance l'usage des Marques Nanties n'enfreint et n'a jamais enfreint les droits, de quelque nature que ce soit, d'un tiers. A la connaissance du Constituant, les Marques Nanties ne sont pas utilisées ou contrefaites par un tiers quelconque ;
- h. qu'à sa connaissance n'existe aucune réclamation, action ou procédure en cours initiée par un tiers à l'encontre du Constituant afférente aux Marques Nanties;
- i. qu'il effectuera toutes les démarches et prendra à sa charge tous les frais, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la protection et au maintien en vigueur des Marques Nanties ;
- j. qu'à sa connaissance tous les frais de renouvellement, les taxes et autres démarches

nécessaires pour protéger les Marques Nanties et les maintenir en vigueur ont été payés dans les délais requis ou effectués par le Constituant ;

k. que toutes les sommes dues au titre des droits de propriété industrielle et intellectuelle nantis qu'il a acquis ont été intégralement payées à leur(s) créancier(s) ;

(b) déclare et garantit que les Marques Nanties représentent l'intégralité des marques LAFUMA déposées, en France et/ou à l'étranger, et ce quel que soit leur type (nominative, figurative,...), à l'exception des marques visées à l'article 2.2 ci-dessus.

Article 4 - Obligations du Constituant

Le Constituant s'engage :

- (a) à ne pas remettre en nantissement les Marques Nanties, sauf dans le cadre des dispositions de l'article 11.1 (g) du Contrat de Crédit Syndiqué ;
- (b) à ne pas céder, transférer ou aliéner de quelque façon que ce soit l'une quelconque des Marques Nanties sans l'autorisation préalable des Bénéficiaires ; il est toutefois convenu que les stipulations de l'Acte de Nantissement ne pourront pas empêcher le Constituant de consentir des licences longue durée et de céder les droits d'exploitation ; le Constituant s'engage dans ce cas à communiquer préalablement à l'Agent des Sûretés pour communication aux Bénéficiaires les éléments d'identification afférents aux licenciés.
- (c) à ne pas abandonner l'exploitation des Marques Nanties, et à réaliser cette exploitation en « bon père de famille » ;
- (d) à intenter, le cas échéant, toute action en contrefaçon ;
- (e) à faire procéder, le moment venu, au renouvellement du dépôt des Marques Nanties et à régler à cette occasion les frais et toutes les taxes exigés par les offices de propriété industrielle concernés.
- (f) à communiquer, sur simple demande de l'Agent des Sûretés, et pour communication et analyse par les Bénéficiaires, le chiffre d'affaires réalisé par pays, et en particulier sur chacun des territoires pour lesquels, en application de l'article 8.1 alinéa 2 ci-dessous, l'inscription de nantissement n'est pas à effectuer dans l'immédiat.

Article 5 – Autonomie du nantissement – Divisibilité – Effet Relatif

- 5.1 Le présent nantissement n'affecte et ne pourra affecter en aucune manière la nature et l'étendue de tous les engagements et de toutes les garanties quelconques qui ont pu ou pourront être contractés ou fournis, soit par le Constituant, soit par tout tiers, auxquels il s'ajoute.
- 5.2 Pour le cas où l'une quelconque ou plusieurs des Marques Nanties seraient nulles ou

contrefaisantes, cette nullité ou contrefaçon n'emportera pas la nullité du nantissement portant sur les autres Marques Nanties valables et non contrefaisantes.

- 5.3 Pour le cas où l'une quelconque ou plusieurs des dispositions de l'Acte de Nantissement serai(en)t déclarée(s) nulle(s), interdite(s), illégale(s) ou sans effet, cela n'emportera pas la nullité, l'interdiction, l'illégalité ou l'absence d'effet des autres stipulations, les Parties s'engageant à convenir de stipulation(s) valable(s), non interdite(s), légale(s) et produisant effet, en remplacement de celle(s) déclarée(s) nulle(s), interdite(s), illégale(s) ou sans effet ; en respectant leur commune intention traduite par la ou les stipulation(s) déclarée(s) nulle(s), interdite(s), illégale(s) ou sans effet.

Article 6 - Réalisation

A défaut de paiement à l'un quelconque des Bénéficiaires de toutes sommes dues aux termes des Obligations Garanties, et sous réserve du prononcé de l'exigibilité anticipée des obligations garanties au titre du Contrat de Crédit Syndiqué, l'Agent des Sûretés pourra prononcer l'exigibilité anticipée des Obligations Garanties. L'Agent des Sûretés, agissant en qualité de mandataire des Bénéficiaires et pour compte commun des Bénéficiaires, pourra ensuite, après (i) décision prise par l'agent du crédit et des sûretés du Contrat de Crédit Syndiqué de réaliser le Nantissement de Premier Rang et (ii) décision prise par les deux tiers (2/3) des Banques de réaliser le présent nantissement :

- (a) demander la vente publique de tout ou partie des Marques Nanties conformément aux dispositions de l'article L. 521-3 du Code de commerce ;
- ou
- (b) demander l'attribution en justice de tout ou partie des Marques Nanties conformément aux dispositions de l'article 2347 du Code civil ;

en cas d'attribution judiciaire de Marques Nanties conformément aux dispositions de l'article 2347 du Code Civil, l'Agent des Sûretés confiera dans les meilleurs délais la mise en vente des Marques Nanties attribuées à une banque d'affaires réputée pour cette activité, n'étant ni actionnaire, ni créancière du Constituant ou de ses filiales, à un prix minimum qu'il aura déterminé avec cette banque d'affaires après accord des deux tiers (2/3) des Banques.

Il est cependant précisé que l'Agent des Sûretés devra se conformer aux instructions de l'agent du crédit et des sûretés du Contrat de Crédit Syndiqué pour le choix de la procédure de réalisation et le choix de la banque d'affaires qui sera chargée de la mise en vente des Marques Nanties.

Article 7 - Impôts et frais

Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais, notamment ceux d'enregistrement et d'inscription auprès des offices de propriété industrielle concernés, auxquels le présent nantissement ainsi que son exécution pourront donner lieu, seront à la charge du Constituant, qui s'y oblige.

Article 8 - Enregistrement

- 8.1 Il est convenu que l'Acte de Nantissement sera enregistré aux frais du Constituant auprès des offices de propriété industrielle concernés (INPI, OHMI, OMPI, offices nationaux étrangers,...) au nom et pour le compte des Bénéficiaires (en ce compris l'Agent des Sûretés), avec le concours de tout conseil en propriété industrielle, et notamment le cabinet Germain et Maureau, conseil en propriété industrielle, S.A.S au capital de [REDACTED] ayant son siège social 12, rue Boileau 69006 Lyon, immatriculée sous le numéro 387 830 045 RCS LYON.

Compte tenu des déclarations du Constituant selon lesquelles il réalise, à ce jour, environ 3 % de son chiffre d'affaires global dans les pays visés en Annexe 3 et à la demande expresse du Constituant destinée à réduire les coûts d'inscriptions et acceptée à l'unanimité des Bénéficiaires, il est toutefois convenu que les Marques Nanties nationales étrangères visées en Annexe 3 ne feront pas l'objet d'une demande d'inscription du nantissement dans l'immédiat sauf, à compter du 1^{er} janvier 2010 en cas survenance d'un cas d'exigibilité anticipée au titre des Contrats de Crédits Moyen Terme. Ces demandes d'inscription ne pourront intervenir qu'après autorisation de l'agent du crédit et des sûretés du Contrat de Crédit Syndiqué.

- 8.2 Le cabinet Germain & Maureau est mandaté par le Constituant en vue d'effectuer avec diligences et dans les meilleurs délais toutes les formalités requises en vue de l'inscription et de l'opposabilité aux tiers du nantissement des Marques Nanties, et notamment pour procéder au plus tard le 30 octobre 2009 au dépôt des demandes d'inscription du nantissement auprès de l'INPI, de l'OMPI, de l'OHMI.
- 8.3 En cas de défaillance du cabinet Germain & Maureau, le Constituant donne tous pouvoirs à l'Agent des Sûretés ou à tout cabinet d'avocats ou de conseil en propriété industrielle désigné par l'Agent des Sûretés en vue d'effectuer toutes les formalités requises en vue de l'inscription et de l'opposabilité aux tiers du nantissement des Marques Nanties.

Article 9 - Extinction du nantissement

Le présent nantissement et l'ensemble des obligations du Constituant y afférentes resteront en vigueur jusqu'au complet remboursement et à la complète exécution par le Constituant de l'intégralité des Obligations Garanties.

Article 10 - Renonciation

- 10.1 Les droits des Bénéficiaires au titre de l'Acte de Nantissement :

- (i) peuvent être exercés autant de fois que nécessaire ;
- (ii) sont cumulatifs et non exclusifs des droits découlant de la loi, et
- (iii) ne peuvent faire l'objet d'une renonciation que par écrit et expressément.

10.2 Un retard dans l'exercice ou le non-exercice de l'un quelconque de ses droits par un Bénéficiaire ne sera jamais considéré comme une renonciation à ce droit.

Article 11 - Droit applicable et tribunaux compétents

11.1 L'Acte de Nantissement est rédigé en français ; seule la version française fera foi ; les Parties autorisent la traduction de l'Acte de Nantissement en toute langue à l'effet de faire procéder à toute formalité d'enregistrement auprès de tout organisme ou administration.

11.2 Le présent nantissement est régi par le droit français, sauf dispositions impératives de droits nationaux applicables aux Marques Nanties étrangères.

11.3 Le Constituant accepte expressément et irrévocablement, par les présentes, que tout litige afférent au présent nantissement et aux opérations réalisées au titre des présentes soit soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.

11.4 La stipulation de **l'article 11.3** de l'Acte de Nantissement ne saurait préjudicier à la faculté pour les Bénéficiaires et/ou l'Agent des Sûretés d'intenter, si elles et/ou il y ont(a) convenance, toute action, notamment conservatoire ou d'exécution, devant toute juridiction compétente.

Fait à Lyon, le 12 octobre 2009, en onze exemplaires originaux.

LAFUMA S.A. (*)

Par

(*) Bon pour nantissement de la marque LAFUMA dans les conditions susvisées.

Bon pour nantissement de la marque Lufuma dans les conditions susvisées

BANQUE RHONE ALPES

Par *Roland GAIAI*



HSBC FRANCE

Par *Pascal ARAUJO*



SOCIETE GENERALE

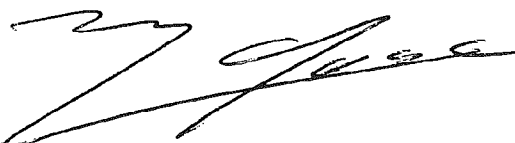
Agent des Sûretés

Par *Sebastien Gtse*



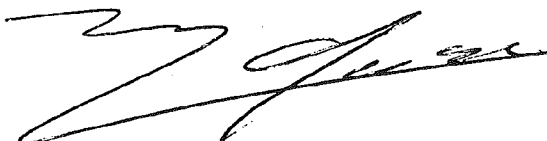
BANQUE POPULAIRE DES ALPES

Par *Sebastien Gtse*



SOCIETE GENERALE

Par *Sebastien Gtse*



Annexe 1

Liste des Banques (Bénéficiaires)

BANQUE RHONE ALPES, société anonyme au capital de [REDACTED] dont le siège social est situé 20, boulevard Edouard Rey, 38000 Grenoble, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 057 502 270 RCS Grenoble

BANQUE POPULAIRE DES ALPES, société coopérative de banque à capital variable, dont le siège est situé au 2, avenue de Grésivaudan, 38700 Corenc, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 605 520 071 RCS Grenoble

HSBC FRANCE, société anonyme au capital de [REDACTED] dont le siège social est situé 103, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 775 670 284 RCS Paris

SOCIETE GENERALE, société anonyme, au capital de [REDACTED] dont le siège social est situé 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 552 120 222 RCS Paris

Annexe 2

Liste des Marques Nanties

4 2

la
sbj

ETAT DE MARQUES

N° DOSSIER	MARQUE	CLASSES	PAYS	NUMERO DE DEPOT	DATE DE DEPOT	NUMERO ENREG.	DATE ENREG.	ECHEANCES RENOUV.	SITUATION	PAYS DESIGNES
MA088698	LAFUMA	18,20.	Danemark	VR 1990 06084	07/08/1990	VR 1991 04915	09/08/1991	09/08/2011	En vigueur	
MA089255	LAFUMA	25.	Espagne	908 558	08/05/1979	908 558	08/05/1979	08/05/2019	En vigueur	
MA089257	LAFUMA	20.	Espagne	444 531	20/03/1964	444 531	10/03/1966	20/03/2014	En vigueur	
MA088707	LAFUMA	18,20.	Etats Unis d'Amérique	586 204	05/03/1986	1 436 422	14/04/1987	14/04/2017	En vigueur	↓
MA088711	LAFUMA	22.	Etats Unis d'Amérique	74/426 489	20/08/1993	1 879 794	21/02/1995	21/02/2015	En vigueur	↓
MA088712	LAFUMA	25.	Etats Unis d'Amérique	74/242 242	03/02/1992	1 802 783	02/11/1993	02/11/2013	En vigueur	↓
MA088498	LAFUMA + feuille (semi figurative)	18,20,22,25.	Etats Unis d'Amérique	74/360 074	18/02/1993	1 872 492	10/01/1995	10/01/2015	En vigueur	↓
MA101295	LAFUMA + feuille à droite (semi figurative)	18,20,22,25,28.	Etats Unis d'Amérique	77 570 750	16/09/2008				Dépôt Publié	↓
MA089037	LAFUMA	16,18.	Finlande	T199000937	19/02/1990	115 445	05/12/1991	05/12/2011	En vigueur	
MA088523	LAFUMA	09,18,20,22,25,28.	France	2 425	26/05/1951	1 642 621	31/01/1991	31/01/2011	En vigueur	
MA088526	LAFUMA	38,39,41,42.	France	00 3 007 601	10/02/2000	00 3 007 601	10/02/2000	10/02/2010	En vigueur	
MA088530	LAFUMA	08,11,16,21.	France	27 374	06/12/1991	1 711 688	06/12/1991	06/12/2011	En vigueur	
MA088533	LAFUMA	03,14.	France	99 804 115	19/07/1999	99 804 115	19/07/1999	19/07/2019	En vigueur	
MA100618	LAFUMA	12.	France	08 3 603 706	09/10/2008	08 3 603 706	09/10/2008	09/10/2018	En vigueur	
MA100655	LAFUMA + feuille à droite (semi figurative)	18,20,22,25,28.	France	08 3 581 711	12/06/2008	08 3 581 711	12/06/2008	12/06/2018	En vigueur	

FREE TRADE MARK
004089 FRAME 0514

Trademark Pledge Agreement

Between the undersigned:

LAFUMA, a public limited company with a board of directors ("*société anonyme à conseil d'administration*"), incorporated under the laws of France, with a share capital in the amount of [REDACTED] and a registered office located Rue Victor Lafuma - B.P. 60 in Anneyron (26140) France, registered with the Trade and Companies Registry of Romans under number 380 192 807, represented by (i) Mr. Gilles Venet, acting in his capacity as General Secretary, by virtue of the powers vested in him by Mr. Philippe Joffard following deliberations by the Board of Directors dated June 2, 2009, (hereafter referred to as the « **Pledgor** »),

On the one hand,

SOCIETE GENERALE, a public limited company ("*société anonyme*"), incorporated under the laws of France, with a share capital in the amount of [REDACTED] and a registered office located 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris, registered with the Trade and Companies Registry of Paris under number 552 120 222, represented by Mr. Sébastien Gasc, acting in his capacity as Business Client Adviser ("*Conseiller Clientèle Entreprise*"), by virtue of the powers vested in him by Mr. Serge Tiran, Commercial Director For Major Companies with the **LYON ENTREPRISES DEC**, as of October 9, 2009,

(hereafter referred to as the "**Securities Agent**"),

And

The **BANKS** listed in **Schedule 1** attached hereto,

(the Banks are hereafter collectively referred to as the "**Banks**"),

(the Securities Agent and the Banks are hereafter collectively referred to as the "**Beneficiaries**"),

On the other hand,

(the Pledgor and the Beneficiaries are collectively referred to as the "**Parties**")

Whereas:

- (A) The Pledgor has entered into the bilateral medium-term loan agreements listed below (hereafter referred to as the « **Medium-Term Loan Agreements** ») with the Beneficiaries, under the terms of which Medium-Term Loan Agreements the latter have undertaken to make available the medium-term loans listed below (hereafter referred to as the « **Medium Term Loans** »):

- (C) To guarantee the new adjustment of the terms and conditions of reimbursement of the Medium-Term Loans, and in compliance with an agreement dated April 17, 2009, the

Parties agreed to set up a second-rank pledge on the Pledged Trademarks (as per the definition provided below), under the terms and conditions set forth herein.

- (D) In compliance with the Agreement dated April 17, 2009, the Pledgor also granted a first-rank pledge, dated July 3 2009, over the Pledged Trademarks, by virtue of a separate agreement, for the benefit of Calyon, Caisse Régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, BNP Paribas, Société Générale, Banque de l'Economie, du Commerce et de la Monétique, and of Natexis Banques Populaires (hereafter referred to as « **First-Rank Pledge** ») to guarantee the obligations set forth in the Syndicated Loan Agreement dated July 19, 2005 amended as of June 26, 2006 and September 26, 2008 (hereafter referred to as the « **Syndicated Loan Agreement** »).

Now, therefore, it is agreed as follows:

Article 1 - Pledge and Guaranteed Obligation

- 1.1 Pursuant to Article L. 714-1 of the French Intellectual Property Code and Article 2355 of the French Civil Code which refers to Articles 2333 et seq. of the aforementioned French Civil Code, the Pledgor hereby grants the Beneficiaries, on a pari-passu basis, a second-rank pledge on the property and rights set out in Article 2.1 hereinbelow (hereafter collectively referred to as the “**Pledged Trademarks**”).
- 1.2 This pledge applies to the payment guarantee of all amounts which may be owed by the Pledgor to the Beneficiaries (including any entity to which it may later be sold or transferred) with respect to the principal, interests, commissions, expenses and incidental costs relating to the Medium-Term Loans, and more generally with respect to the due performance by the Pledgor of all its current and future undertakings and obligations in connection with the Medium-Term Loans (hereafter the “**Guaranteed Obligations**”).
- 1.3 The pledge shall continue to apply automatically, except if unanimously decided otherwise by the Beneficiaries, in the event of renewal, extension, novation or any other amendment to the Medium-Term Loan Agreements or Guaranteed Obligations.
- 1.4 Consequently, the Beneficiaries, for the reasons described above, shall exercise all rights conferred to them in their capacity as creditors with a second-rank pledge, over the Pledged Trademarks.
- 1.5 All rights, liens and options granted to the Beneficiaries under the terms of the Pledge Agreement shall benefit their successors and assignees, in accordance with the terms of said Agreement, and all commitments, representations and warranties, and obligations of the Pledgor under the Pledge Agreement shall bind his successors and assignees under the same terms as the Pledgor, it being however understood and agreed upon that:
 - (a) the Pledgor is not entitled to assign its rights or delegate its obligations under the terms of the Pledge Agreement without the prior written consent of the Securities Agent, acting per instruction of all the Beneficiaries; and
 - (b) the Securities Agent or any of the Beneficiaries are entitled to assign their rights and transfer their obligations under the terms of the Pledge Agreement to any third party, under the conditions set out in the Medium-Term Loan Agreements

Article 2 – The pledged trademarks

- 2.1 The Pledged Trademarks, including their successive renewals, are described in **Schedule 2** to the Pledge Agreement.
- 2.2 As expressly agreed upon by the Parties, LAFUMA foreign trademarks registered in Korea and China – including Hong Kong and Taiwan – are not encompassed in the scope of the pledge given their pending assignment.

Article 3 - Pledgor's Representations

The Pledgor:

- (a) represents and warrants:
- a. That, to its knowledge, the Pledged Trademarks are valid and enforceable against third parties, and have been duly filed and registered as required by the laws and regulations in force;
 - b. That he is the sole and full owner of the pledged intellectual and industrial property rights;
 - c. That the Pledged Trademarks are not subject to any pledge registration (with the exception of the First-Rank Pledge) or seller's lien or any other security and that there are no claims, disputes or seizure proceedings regarding the Pledged Trademarks as such;
 - d. That he is fully empowered to pledge the Pledged Trademarks and enter into the Pledge Agreement;
 - e. That to his knowledge the Pledged Trademarks were used continuously, seriously and loyally, in compliance with the law in force ;
 - f. That he has always undertaken all useful actions to end any non-authorized use of the Pledged Trademarks by any third party to the extent that he knew about such use, including any use of such Pledged Trademarks as a usual designation in trading the products and services for which they were registered;
 - g. That, to his knowledge, the use of the Pledged Trademarks does not infringe and has never infringed upon any rights whatsoever of any third party. To the Pledgor's knowledge, the Pledged Trademark are not being used or counterfeited by any third party;
 - h. That, to his knowledge, no claim, action, or proceedings have been initiated against the Pledgor with respect to the Pledged Trademarks;
 - i. That he will carry out all formalities and bear the cost of all expenses, of any type whatsoever, that are necessary to ensure that the Pledged Trademarks are protected and that they remain in force;
 - j. That, to his knowledge, all renewal fees, taxes and other formalities necessary to ensure that the Pledged Trademarks are protected and that they remain in force have been paid within the required deadlines, or carried out by the Pledgor;
 - k. That any and all amounts due in connection with the pledged intellectual and industrial property rights which he has acquired were entirely paid to their

creditor(s);

- (b) represents and warrants that the Pledged Trademarks represent all registered LAFUMA trademarks, in France and/or abroad, in any form whatsoever (nominative, figurative...), with the exception of the trademarks referred to in Article 2.2 above.

Article 4 - Pledgor's Obligations

The Pledgor undertakes:

- (a) not to grant any additional pledge over the Pledged Trademarks, subject to the provisions of Article 11.1. (g) of the Syndicated Loan Agreement,;
- (b) not to assign, transfer or alienate in any manner whatsoever any of the Pledged Trademarks without the prior consent of the Beneficiaries; it is however agreed upon that the provisions of the Pledge Agreement shall not prevent the Pledgor from granting long-term licenses and assigning rights of use; in such a case, the Pledgor undertakes to provide the Securities Agent beforehand with information as to the identification of the licensees, so that the Security Agent can communicate such information to the Beneficiaries;
- (c) not to cease using the Pledged Trademarks, and to use such Pledged Trademarks as a prudent administrator;
- (d) to initiate, if necessary, any trademark infringement proceedings;
- (e) at the appropriate time, to take the necessary steps to renew the registration of the Pledged Trademarks and at such time, to pay all expenses required by the relevant trademark offices.
- (f) to communicate, upon request by the Securities Agent, and for purposes of communication and analysis by the Beneficiaries, the turnover achieved in each country, and in particular in each territory where, pursuant to Article 8.1 paragraph 2 below, the pledge registration shall not be made for the time being.

Article 5 - Autonomy of the Pledge - Divisibility - Relative Effect

- 5.1 This Agreement does not affect and shall not in any way affect the nature and scope of any and all undertakings and guarantees alongside which this Pledge shall apply, and which have been, or will be, entered into or granted, either by the Pledgor or by any third party.

- 5.2 In the event one or several of the Pledged Trademarks should be null or in infringement of another trademark or industrial property right, the pledge over all other valid Pledged Trademarks which are not in infringement of any other trademark or industrial property, right shall remain valid.
- 5.3 In the event any one or several provisions of the Pledge Agreement should be deemed null, prohibited, unlawful or void, the other provisions of the Pledge Agreement shall not as a result become null, prohibited, unlawful or void; the Parties undertake to agree upon provision(s) that are valid, permissible, legal and in effect, in replacement of those that were declared null, prohibited, unlawful or void, while respecting their common intent reflected in the provision(s) that was(were) deemed null, prohibited, unlawful or void.

Article 6 – Realisation

In the event of a default in the payment of any amount due to any of the Beneficiaries under the terms of the Guaranteed Obligations, and subject to the notification that the guaranteed obligations are due on an anticipated basis under the terms of the Syndicated Loan Agreement, the Securities Agent shall be entitled to declare that the Guaranteed Obligations are due on an anticipated basis. The Security Agent, acting in its capacity as agent of the Beneficiaries and on behalf of the Beneficiaries, shall be entitled, (i) after the decision by the Loan and Securities Agent referred to under the Syndicated Loan Agreement to realise the First-Rank Pledge, and (ii) after the decision by two thirds (2/3) of the Banks to realise the Pledge described herein, to:

- (a) request the public sale of all or part of the Pledged Trademarks in compliance with the provisions of Article L.521-3 of the French Commercial Code ;

Or

- (b) To apply for a court order to be awarded all or part of the Pledged Trademarks, in compliance with the provisions of Article 2347 of the French Civil Code ;

In the event the Pledged Trademarks should be transferred by court order in accordance with the provisions of Article 2347 of the French Civil Code, the Securities Agent shall, as soon as possible, entrust the sale of the transferred Pledged Trademarks to a merchant bank renowned for conducting such transactions, which bank shall be neither a shareholder nor a creditor of the Pledgor or of its subsidiaries, at a minimum price which will have been set together with said merchant bank after obtaining the consent of two thirds (2/3) of the Banks.

It is however specified that the Securities Agent shall comply with the instructions of the Loan and Securities Agent referred to under the Syndicated Loan Agreement as regards the choice of proceedings for the realisation of the loan and the selection of the merchant bank which shall be entrusted with the sale of the Pledged Trademarks.

Article 7 - Taxes and Expenses

All taxes, duties, penalties and expenses such as filing and registration fees due to the relevant trademark offices, which this Pledge and its performance may entail, shall be borne by the Pledgor, who thereby agrees to bear such costs.

Article 8 - Registration

8.1 It is agreed that the Pledge Agreement shall be registered, at Pledgor's expense, with the relevant trademark offices (the French trademark office ("*INPI*"), WIPO, foreign national trademark offices...) in the name and on behalf of the Beneficiaries (including the Securities Agent), with the assistance of any industrial property legal adviser, such as Germain & Maureau, an industrial property legal adviser which is a French simplified joint-stock company ("*société par actions simplifiées*") with a share capital amounting to [REDACTED] [REDACTED] a registered office located 12, rue Boileau 69006 Lyon, registered with the Trade and Companies Registry of Lyon under number 387 830 045.

Considering the representations of the Pledgor according to which it currently achieves approximately 3% of its global turnover in the countries listed in **Schedule 3**, and upon the Pledgor's express request for the purpose of reducing registration costs, which request was unanimously accepted by the Beneficiaries, it is nevertheless agreed upon that foreign national Pledged Trademarks referred to in **Schedule 3** shall not, for the time being, be subject to a pledge registration application, except as of January 1, 2010, in the event the Medium-Term Loan Agreements become due on an anticipated basis. These registration applications shall only take place after consent of the Loan and Securities Agent referred to under the Syndicated Loan Agreement.

8.2 Germain & Maureau has been empowered to carry out with diligence and without delay, all formalities necessary to the registration and enforceability against third parties of the pledge over the Pledged Trademarks, namely to carry out, no later than October 30, 2009, the filing of the pledge registration applications with the French trademark office ("*INPI*"), WIPO and OHIM.

8.3 In the event of a default by Germain & Maureau, the Pledgor shall fully empower the Securities Agent or any other law firm or industrial property legal adviser appointed by the Securities Agent for the purpose of carrying out all formalities necessary to the registration and enforceability against third parties of the pledge over the Pledged Trademarks.

Article 9 - Termination of the Pledge

This pledge and all the Pledgor's obligations in relation thereto shall remain in force until the full repayment and complete performance of all the Guaranteed Obligations by the Pledgor.

Article 10 - Waivers

- 10.1 The rights of the Beneficiaries under the Pledge Agreement:
- (i) can be exercised as many times as necessary ;
 - (ii) are cumulative and non exclusive of the rights deriving from the law, and
 - (iii) may only be waived expressly and in writing.
- 10.2 A delay in the exercise or non-exercise of any of these rights by a Beneficiary shall never be considered as a waiver of such a right.

Article 11- Applicable law and jurisdiction

- 11.1 The Pledge Agreement is drafted in French; the French version shall prevail over any other version; the Parties authorize the translation of the Pledge Agreement in any language to carry out any registration requirement with any administrative or public bodies.
- 11.2 The Pledge Agreement is governed by French law, except where provisions of national laws shall imperatively apply to the foreign Pledged Trademarks.
- 11.3 The Pledgor hereby expressly and irrevocably accepts that the Paris Commercial Court shall have exclusive jurisdiction over any dispute in connection with this Pledge Agreement and with all proceedings carried out in relation thereto.
- 11.4 The provision of Article 11.3 of the Pledge Agreement shall not prevent the Beneficiaries and/or the Securities Agent from bringing, at their convenience, any action, including any conservatory or enforcement proceedings, before any court with jurisdiction over such action.

Made in Lyon, on October 12, 2009, in eleven original copies.

LAFUMA S.A. (*)
By

() Valid for pledging the LAFUMA trademark
Under the aforesaid conditions.*

BANQUE RHONE ALPES
By

HSBC FRANCE
By

SOCIETE GENERALE
The Securities Agent
By

BANQUE POPULAIRE DES ALPES
By

SOCIETE GENERALE
By

Schedule 1

List of Banks (Beneficiaries)

BANQUE RHONE ALPES, a French public limited company ("*société anonyme*"), with a share capital in the amount of [REDACTED], a registered office located 20, boulevard Edouard Rey, 38000 Grenoble, registered with the Trade and Company Registry of Grenoble under number 057 502 270.

BANQUE POPULAIRE DES ALPES, a French cooperative bank with a variable share capital, a registered office located 2, avenue de Grésivaudan, 38700 Corenc, registered with the Trade and Company Register of Grenoble under number 605 520 071.

HSBC FRANCE, a French public limited company ("*société anonyme*"), with a share capital in the amount of [REDACTED] whose registered office is located at 103, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, registered with the Trade and Company Registry of Paris under number 775 670 284.

SOCIETE GENERALE, a French public limited company ("*société anonyme*"), with a share capital in the amount of [REDACTED] whose registered office is located at 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, registered with the Trade and Company Registry of Paris under number 552 120 222.

Schedule 2

List of the Pledged Trademarks